

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 16/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEPE DE MARSANNE

Zone Industrielle de Courtine
330 rue Mourelet
84000 Avignon

Références : 20260116-RAP-DAEN0056
Code AIOT : 0006112592

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement CEPE DE MARSANNE implanté Forêt de Marsanne 26740 Marsanne. L'inspection a été annoncée le 07/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEPE DE MARSANNE
- Forêt de Marsanne 26740 Marsanne
- Code AIOT : 0006112592
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le propriétaire de la société du parc éolien (CEPE MARSANNE) est Elios Energy 3 France S.A.S (liée à la société OCTOPUS RENEWABLES (Grande-Bretagne)).

Les caractéristiques du parc sont :

N° du Permis de construire et date : PC2617604M0020 du 29 mars 2006

Mise en Service : le 22 mai 2008

Exploitant : CEPE DE MARSANNE (maintenance : Groupe RES)

Puissance du parc : 12 MW

Fabricant : VESTAS V80/2000

6 éoliennes de 2 MW unitaire

Hauteur de mâts de 67 mètres (moyeu).

Le parc est en cours de renouvellement.

Thèmes de l'inspection :

- Suivi chantier
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------|--|--|--|-----------------------|
| 3 | Talus | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.3. | Avec suites, Demande d'action corrective | Demande d'action corrective | |
| 4 | Réserve Incendie | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 7.2. | Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Réduction des impacts faune/flore pendant travaux | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2. | Sans objet |
| 2 | Suivi par un écologue | Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le chantier progresse, il en est à l'étape de coulage des fondations des futures éoliennes renouvelées.

L'exploitant suit correctement son chantier, en s'appuyant sur un écologue.

A ce sujet, il reste une action de libération des collets des arbres qui est à réaliser pour fin janvier 2026 (la terre est utilisée pour le remblaiement des fondations).

Concernant la modification d'un talus, un travail en lien avec le service Paysage de la DREAL sur 2026 a été initié.

La citerne incendie a été installée et remplie sur site dans les délais demandés par les pompiers. Il reste à la réceptionner (prévue fin janvier 2026) et installer le bardage pour l'intégration paysagère (avec passage petite faune prévu).

Le bouclage des chemins sera à valider par la DDT/SDIS le jour de leur venue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction des impacts faune/flore pendant travaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des impacts faune/flore pendant travaux |
| Prescription contrôlée : Afin de limiter l'impact du projet sur la biodiversité, les travaux impactants comme le défrichement, le déboisement, le décapage, la destruction des fondations, le terrassement des pistes et plate-formes, les tranchées réseaux, le creusement des fondations et le coulage des fondations sont réalisés entre le 1er septembre et le 1er mars. Ces travaux peuvent être réalisés entre le 15 août et le 1er septembre ou entre le 1er mars et le 15 mars sous réserve de l'accord de l'écologue. Tous travaux impactants envisagés en dehors de ces périodes doivent faire l'objet d'une demande anticipée et d'un accord auprès la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces).[...] |
| Constats : Le chantier progresse, il en est à au coulage des fondations (future éolienne T2 le jour de l'inspection, 360 m ³ coulés le même jour pour l'assiette (48 toupies), 40 m ³ ultérieurement pour le fût). Il est constaté que ce type de travail (impactant) est effectivement réalisé dans la période demandée par l'arrêté préfectoral (entre le 1 ^{er} septembre et le 1 ^{er} mars). |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Suivi par un écologue

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.1.3.1. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi par un écologue |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un écologue est chargé de contrôler la bonne réalisation du chantier et des mesures à mettre en place par des visites de chantier. Des comptes-rendus sont réalisés suite à ces visites et transmis à la DREAL Auvergne Rhône-Alpes (pôle préservation des milieux et des espèces) au plus tard un mois après chaque visite.</p> <p>L'écologue est présent lors des différentes étapes du projet et assure les missions suivantes :</p> <p>1/ Phase préliminaire : (avant le démarrage des travaux) : rédaction du cahier des prescriptions écologiques à destination des entreprises en charge des travaux, localisation des enjeux à baliser l'année des travaux.</p> <p>2/ Phase de calage : les journées de calage ont pour but de préciser sur le terrain, avec le ou les responsables de chantier, la localisation des mesures d'atténuation, d'expliquer les raisons ainsi que les moyens à mettre en place pour les mener à bien.</p> <p>3/ Phase chantier : lors de la phase de travaux, des visites de contrôle sont effectuées pour s'assurer du bon respect des préconisations. Ces visites sont réalisées notamment lors des phases critiques du chantier tels que le terrassement. L'écologue suit la bonne mise en œuvre des mesures d'atténuation d'impacts prévues.</p> <p>Le nombre de visites de chantier est en moyenne de 2 par mois sur la durée du chantier.</p> <p>4/ Phase post chantier : à la fin du chantier, une visite de contrôle du site est réalisée.</p> <p>En cas de pollution accidentelle ou par un apport conséquent de matières en suspension, le maître d'ouvrage procède à la restauration du milieu et/ou à une renaturation du site touché.</p> |
| <p>Rappel des constats de la précédente inspection :</p> <p>La société Qenergy a fourni 14 compte rendus de suivi d'écologue.</p> <p>Le bâchage d'une partie des pales (partie graisseuse) n'a pas été fait.</p> <p>Une purge des sols doit être réalisée si des coulures de graisse sont visibles.</p> <p>La libération des collets des arbres est prévue pour janvier 2026.</p> <p>L'ensemble des déchets doivent être récupérés et évacués.</p> <p>Constats :</p> <p>Des comptes rendus écologue ont été envoyés depuis.</p> |

| |
|--|
| <p>Dans le compte rendu n°22 de la visite du 5 janvier 2026 de l'écologue, on peut lire les constats qui permettent de justifier qu'aucune trace d'huile ou de graisse n'a été observée sur le sol tout au long du chantier et que lors de sa visite, aucun déchet n'a été observé sur le site. L'inspection des installations classées n'a pas fait de constat contraire.</p> <p>Il a été confirmé en séance que la libération des collets des arbres reste à faire pour janvier 2026.</p> <p>Il a été constaté sur site que les goulottes des toupies sont effectivement nettoyées dans le dispositif EcoNet avant réutilisation potentielle de l'eau ou rejet (passage de l'eau dans un filtre big bag, lame de décantation, sur-verse, correction du pH (par ajout de CO2), suivi du pH en continu par sonde).</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>La libération des collets des arbres est à réaliser pour fin janvier 2026 (la terre sera utilisée pour le remblaiement des fondations).</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 3 : Talus

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 3.2.3.</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Talus</p> |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 17/11/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>- Les talus sont modelés après le chantier etensemencés avec des essences locales.</p> |
| <p>Rappel des constats de la précédente inspection :</p> <p>Des modifications sont prévues par rapport au dossier d'autorisation déposé qu'il convient de présenter à l'inspection. Un lien avec le service Paysage de la DREAL sera à initier sur les questions techniques.</p> <p>Le principe de ne pas ensemenecer sous l'aire de rotation des pales a été privilégié (préservation de la biodiversité).</p> <p>Constats :</p> <p>Le contact a été établi avec le service Paysage de la DREAL mi-décembre 2025. Un retour pourrait être fait en février / mars 2026.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |

N° 4 : Réserve Incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/10/2022, article 7.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Réserve Incendie |
| <p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 17/11/2025• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025 |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Implanter une citerne DFCI de 60 m³ à hauteur de l'intersection des pistes au niveau de la zone indiquée sur la représentation ci-après. L'emplacement définitif sera réalisé en concertation avec les services SDIS26/DDT. Une insertion paysagère de cet équipement sera réalisée (bardage bois, citerne enterrée ...) ;</p> <p>[...]</p> <p>Suite aux échanges SDIS26/DDT sur le projet, réaliser le bouclage des chemins selon le plan ci-après (partie rouge) :</p> <p>[...]</p> |
| <p>Rappel des constats de la précédente inspection :</p> <p>L'exploitant déclare que l'implantation de la citerne est validée en concertation avec les services SDIS26/DDT.</p> <p>Le positionnement du bardage est à valider en concertation avec les services SDIS26/DDT (position du portail) et un passage petite faune est à intégrer.</p> <p>L'exploitant déclare que l'installation en tout premier lieu de la citerne seule (sans bardage) est actée pour le mois de décembre 2025.</p> <p>Il sera confirmé à l'inspection que la citerne a été installée avant le 31 décembre 2025.</p> <p>Sur un autre sujet : le bouclage des chemins sera à valider en concertation avec les services SDIS26/DDT lors de leur future venue.</p> <p>Constats :</p> <p>La citerne a été installée et remplie mi-décembre 2025.</p> <p>Le SDIS et la DDT26 sont informés, une demande de réception a été programmée le 27 janvier 2026 (le bardage avec passage petite faune sera installé cette semaine là).</p> <p>Le bouclage des chemins sera également à valider en concertation avec les services SDIS26/DDT lors de leur venue.</p> |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Le PV de réception de la réserve incendie sera fourni à l'inspection sous 3 mois. La validation du bouclage des chemins par le SDIS/DDT sera également à fournir sous 3 mois. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |